



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 002/AONO/MINESUP/SIGAMP/CIPM/2026 DU 08 SEPT 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNIVERSITE ENTREPRENEURIALE AU CAMEROUN.

1. Objet de l'Avis d'appel d'Offres

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes engagées dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur au Cameroun, le Ministère de l'Enseignement Supérieur envisage l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de l'université entrepreneuriale au titre de l'exercice budgétaire 2026. Cette initiative s'inscrit dans la continuité de l'adoption de la stratégie de mise en œuvre de l'université entrepreneuriale ainsi que dans le sillage de la loi n°2023/007 du 25 juillet 2023 portant orientation de l'enseignement supérieur au Cameroun, qui consacre le paradigme d'une université-acteur économique. Elle vise à doter les universités d'un cadre juridique, organisationnel et opérationnel favorisant le développement de l'entrepreneuriat universitaire, l'autonomisation financière des institutions et la valorisation de la recherche et de l'innovation. Ce projet participe également à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), notamment en matière de création d'emplois, de développement du capital humain et de transformation structurelle de l'économie nationale. D'où la nécessité d'élaborer un plan cohérent de mise en œuvre de l'université entrepreneuriale assorti d'instruments normatifs adaptés et opérationnels.

2. Consistance des prestations

Les missions du consultant de façon non exhaustive consistent en la réalisation des activités détaillées dans les TDR, notamment :

- ✓ élaborer les instruments normatifs de l'Université entrepreneuriale ;
- ✓ produire un manuel relatif au plan de mise en place et de suivi de l'entrepreneuriat universitaire, intégrant un plan de financement et un cadre organique avec des structures dont les missions contribuent efficacement au développement de l'entrepreneuriat universitaire ;
- ✓ faire valider le cadre logique opérationnel (rôles, suivi-évaluation, indicateurs, budget) qui traduit le manuel en modalité de mise en œuvre.

3. Allotissement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont exécutées en **un (01) lot**.

4. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINESUP de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° **60 18 212 1 33000008 361314**.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente millions (30 000 000) FCFA**.

6. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

7. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les Cabinets et/ou Bureaux d'études techniques de droit camerounais et justifiant des activités dans le domaine concerné.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission **en ligne**, est le seul retenu pour le présent avis d'appel d'offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, **acquitté à la main et timbré au tarif en vigueur**, d'un montant de **500 000 (cinq cent mille) fcfa** d'une durée de validité de cent-vingt (120) jours. Ce cautionnement doit être constitué à 100% et consigné à la Caisse de Dépôts et Consignation (CDEC) contre récépissé.

Le soumissionnaire peut également solliciter le cautionnement auprès d'un établissement financier agréé dont la liste figure dans la **pièce n°13** du DAO. Ledit établissement devra approvisionner un compte de la CDEC suivant le barème défini plus haut et transmettre à cette dernière le cautionnement émis, l'avis de crédit et la demande de consignation y relative. En retour, la CDEC délivre et transmet à l'établissement financier, le récépissé de consignation dès réception de la liasse documentaire ci-dessus mentionnée.

Le Maître d'Ouvrage et la Commission de Passation des Marchés doivent s'assurer que le cautionnement présenté dans le cadre du présent avis d'appel d'offres est constitué des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignation délivrés par la CDEC.

10. Consultation du Dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'appel d'offres en version **physique** peut être consulté auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur, porte 1403, au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2, téléphone : 222 22 68 21, dès publication du présent avis, **et la version électronique disponible sur les plateformes COLEPS et PRIDESOFT répondant aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)**.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur, porte 1403, au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2, dès publication du présent avis d'appel d'offres, contre versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) FCFA** représentant les frais d'achat du DAO et **payable au trésor public**.

Les candidats intéressés peuvent également obtenir la version électronique du DCE par **téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS et PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique**.

12. Remise des offres

↓ Mode de soumission

Aux fins de la remise des offres, chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire par voie électronique sur la **plateforme COLEPS** au plus tard le **06 OCT 2016 à 15 heures précises, heure locale**.

En sus de l'offre transmise par voie électronique, le soumissionnaire devra également transmettre **sous plis scellés** dans les délais impartis, auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur, porte 1403, au 14^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel n°2 :

- une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** » ;
- une **copie physique de l'original du cautionnement provisoire** ainsi que du **récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC)**, avec l'indication claire et lisible « **Original cautionnement de soumission + Récépissé CDEC** » ;

Sur ces plis scellés, la mention ci-dessous devra être inscrite :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°...../AONO/MINESUP/SIGAMP/CIPM/2026 DU 08 SEPT 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN
CONSULTANT EN VUE DE L'ELABORATION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNIVERSITE
ENTREPRENEURIALE AU CAMEROUN**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Le défaut de la copie de sauvegarde est imputable au soumissionnaire défaillant, dans le cas où des problèmes techniques survenus sur la plateforme COLEPS imposeraient d'y recourir.

✚ Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur les plateformes et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

L'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois (03) fichiers électroniques correspondant aux trois (03) volumes **administratifs, techniques et financiers**.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière). **Seront irrecevables** par le Maître d'Ouvrage toute offre ne respectant pas ces critères.

14. Ouverture des volumes

L'ouverture des volumes se fait en **deux (02) temps**.

L'ouverture des offres administrative et offres techniques aura lieu le **06 OCT 2026** à **16 Heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINESUP dans la salle de réunions de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Enseignement Supérieur, sise au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de **soixante-dix (70) points sur 100** seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'appel d'offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Un délai maximum de 48 heures est accordé par la Commission aux soumissionnaires pour compléter en cas d'absence ou de non-conformité une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis. Passé ce délai, l'offre sera simplement et purement rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires seront évalués en fonction des sous critères ci-après :

✓ Général

- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée;

- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;
- le non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne;
- les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.

✓ **Pièces administratives**

- l'absence, lors de l'ouverture des plis, du cautionnement de soumission, **dûment acquitté à la main et timbré au tarif en vigueur**, délivré par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre chargé des finances, à émettre les cautions dans le domaine des marchés publics d'un montant de **cinq cent mille (500 000) fcfa**;
- la non production au-delà du délai imparti après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission).

✓ **Offre Technique**

- une note technique inférieure à **soixante-dix (70) points sur 100**;
- l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- l'absence de l'attestation de capacité financière d'un montant de **15 000 000 fcfa**.

✓ **Offre financière**

- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière;
- Absence de l'une des pièces de l'offre financière ci-dessous :
 - la lettre de soumission timbrée datée et signée ;
 - le bordereau des prix unitaires, paraphé et rempli de manière lisible ;
 - le détail estimatif, daté et signé ;
 - le sous-détail des prix pour les prix à corriger ;

NB 1 : La non satisfaction d'un seul des critères ci-dessus entraîne l'élimination de l'offre évaluée.

NB 2 : Les rabais ne sont pas autorisés dans le cadre du présent appel d'offres.

15.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront sur :

N°	Critères	Nombre de points/100
I	Présentation générale des offres	03
II	Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	15
III	Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR	20
IV	Qualification et compétence des experts	55
V	Chiffre d'Affaires	01
VI	Moyens logistiques	04
VII	Preuves d'acceptations des conditions de la lettre commande	02

Seules les soumissionnaires qui auront obtenu au moins une note technique supérieure à **soixante-dix (70) points sur 100** seront admis à l'analyse financière.

16. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité/coût conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont :

- Poids de l'offre technique (T) = 70%
- Poids de l'offre financière (F) = 30%

La Note globale (Ng) d'une offre est obtenue par pondération de la note technique (Nt) par le poids de l'offre technique (T) et de la note financière (Nf) par le poids de l'offre financière (F) selon la

formule suivante : $Ng = (Nt \times T) + (Nf \times F)$

L'offre ayant obtenu la note globale (Ng) la plus élevée est classée la « mieux disante ». Les autres offres seront classées suivant l'ordre décroissant des notes globales.

17. Attribution de la lettre commande

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques financiers.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669/677 00 61 10 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Enseignement Supérieur, Direction des Affaires Générales, Service du Matériel et de la Maintenance, porte 1441, au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel N°2, tel : 222 22 66 90, dès publication du présent avis ou en ligne sur les plateformes **COLEPS** ou **PRIDESOFT** aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, au moins cinq (05) jours avant la date limite de dépôt des offres.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la **CONAC** au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement
Supérieur**

(Maître d'Ouvrage)



Jacques FAME NDONGO

Copies :

- MINMAP
- ARMP (JDM)
- Président CIPM-MINESUP (pour information)
- Affichage (Chrono)
- SIGAMP-MINESUP (pour archivage).



OPENEDED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 007/ONIT/MINESUP/IPCAME/ITB/2026 OF 08 SEPT 2026 FOR THE RECRUITMENT
OF A CONSULTANT TO DRAFT THE IMPLEMENTATION PLAN FOR THE ENTREPRENEURIAL UNIVERSITY
IN CAMEROON.

1. Subject of the Call for tender

As part of the implementation of the reforms underway in the higher education sub-sector in Cameroon, the Ministry of Higher Education is planning to draw up an implementation plan for the entrepreneurial university for the 2026 financial year. This initiative follows on from the adoption of the implementation strategy for the 'entrepreneurial university' and builds on Law No. 2023/007 of 25 July 2023 on the direction of higher education in Cameroon, which enshrines the paradigm of the university as an economic actor. It aims to provide universities with a legal, organisational and operational framework that fosters the development of university entrepreneurship, the financial autonomy of institutions and the promotion of research and innovation. This project also contributes to achieving the objectives of the National Development Strategy 2020–2030 (SND30), particularly in terms of job creation, human capital development and the structural transformation of the national economy. Hence the need to draw up a coherent implementation plan for the entrepreneurial university, accompanied by appropriate and operational regulatory instruments.

2. Nature of the services

The consultant's missions, though not exhaustive, include the following activities detailed in the Terms of Reference (ToR):

- ✓ to draw up the regulatory framework for the Entrepreneurial University;
- ✓ produce a handbook on the plan for the implementation and monitoring of university entrepreneurship, incorporating a funding plan and an organisational framework with structures whose remit contributes effectively to the development of university entrepreneurship;
- ✓ secure approval for the operational logical framework (roles, monitoring and evaluation, indicators, budget) which translates the handbook into implementation procedures.

3. Allotment

The services shall be executed into **one (01) lot**. Details for the nature of the services are provided in the Terms of Reference (ToR) of this Tender file.

4. Funding

The services under this tender shall be financed by the Public Investment Budget of MINESUP for the 2026 financial year on the following budget head: **n° 60 18 212 1 33000008 361314**.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is **thirty million (30,000,000) CFAF**.

6. Estimated execution time frame

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of the services covered by this invitation to tender is **three (03) months**. This time frame runs from the date of notification of the administrative order to commence the services.

7. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to all **Cameroonian law firms and/or technical consulting offices** that can justify their activities in the relevant field.

8. Submission method

The online submission mode is the only method accepted for this call for tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, **paid by hand and stamped at the current rate**, in the amount of **five hundred million (500,000) CFA francs** with a validity period of one hundred and twenty (120) days. This bond must be 100% constituted and **deposited in cash at the Deposit and Consignment Fund (DCF)**.

The tenderer may also request the bond from an approved financial institution listed in document 13 of the tender documents. The said institution must supply a DAO account in accordance with the scale defined above and send the latter the bond issued, the credit notice and the related deposit request. In return, the CDEC issues and sends the financial institution the deposit receipt upon receipt of the above-mentioned documentation.

The Project Owner and the Procurement Commission must ensure that the bond submitted in connection with this tender consists of securities issued by approved financial institutions and deposit receipts issued by the CDEC.

10. Consultation of Tender file

The hard copy of the tender file may be consulted free of charge during working hours at the Internal Structure of Administrative Procurement Management Office of the Ministry of Higher Education, door 1403, on the 14th floor of the ministerial building N°2, telephone: 222 22 68 21 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA Francs** representing the purchase fee of the DAO and payable to the **Public Treasury**.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition of Consultation file

The hard copy of the tender file may be obtained from the Internal Structure of Administrative Procurement Management Office of the Ministry of Higher Education, door 1403, on the 14th floor of the ministerial building N°2, telephone: 222 22 68 21 as soon as this notice is published.

Interested candidates can also obtain the electronic version of the DCE by free download from the COLEPS and PRIDESOFT platforms available at the aforementioned addresses for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the purchase fees for the Tender Document.

12. Submission of bids

Mode of Submission

For the purposes of submitting tenders, each bid written in French or English must be sent by the tenderer electronically via the COLEPS platform no later than **06 OCT 2026 at 3 p.m. sharp**, local time.

In addition to the offer transmitted by electronic means, the bidder must also transmit under sealed envelopes in due time, to the Internal Administrative Management Structure of the Ministry of Higher Education, Room 1403, on the 14th floor of Ministerial Building No. 2:

- a **backup copy** of the quotation recorded on a USB drive or CD/DVD with the clear and legible indication "**backup copy**";
- a **copy of the acknowledgement of receipt confirming the submission of bids on the COLEPS platform**;
- a **physical copy** of the original bid bond and the receipt of deposit issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC), clearly and legibly marked "**Original tender bond + CDEC receipt**".

On these sealed envelopes, the following mentions shall be written :

**"OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 008/ONIT/MINESUP/IPCAME/ITB/2026 OF 08 SEP 2026 FOR THE
RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DRAFT THE IMPLEMENTATION PLAN FOR THE
ENTREPRENEURIAL UNIVERSITY IN CAMEROON"**

"To be opened only during the bid-opening session"

NB: the fault in the backup copy is attributable to the defaulting tenderer, in the event that technical problems occurring on the platform COLEPS would require its use.

↓ File size and format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

"The offer to be submitted by the bidder shall include three (03) electronic files corresponding to the three (03) volumes: **administrative, technical, and financial**. Each file must explicitly bear a name that refers to the nature of its content (Administrative Offer, Technical Offer, Financial Offer). Any offer that does not meet these criteria will be rejected by the Contracting Authority.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in **two (02) phases**.

The opening of the administrative documents and technical offers shall take place on **06 OCT 2026** at **4 p.m** by the Internal Committee of Bids to Tender at the ministerial building N°2 in the meeting room of the General Affairs Department located at the 14th floor housing the Services of the Ministry of Higher Education.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of **seventy (70) points out of 100 marks** shall be opened by the **same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results**.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of Tender. They must be dated less than three (03) months from the original date of submission of the offers or have been established after the date of signature of the Quotation notice.

A maximum period of 48 hours is granted by the Commission to bidders to complete or regularize, in the event of absence or non-compliance, an administrative document in their administrative file during the opening of bids. After this deadline, the bid shall be outrightly and definitively rejected.

15. Evaluation criteria

The eliminatory criteria will be evaluated based on the following sub-criteria:

15.1. Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria will be evaluated according to the following sub-criteria:

✓ **General**

- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- Non-compliance with the offer file format;
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents.

✓ **Administrative parts**

- Absence, during the opening of the bids, of the bid bond, duly paid by hand and stamped at the current rate, issued by a first-class banking institution or a financial institution approved by the Minister in charge of finance, authorized to issue guarantees

in the field of public procurement, in an amount of **five thousand million (500,000) CFA Francs**;

- Failure to provide, beyond the allotted time after the opening of the bids, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening, (except for the bid bond).

✓ **Technical offer**

- A technical score lower than **seventy (70) points** out of **100**;
- Absence of a sworn statement declaring that no construction site has been abandoned in the past three (03) years;
- absence of the financial capacity certificate in the amount of **15,000,000 CFA Francs**.

✓ **Financial offer**

- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of one of the parts of the financial offer below:
 - Stamped letter of submission dated and signed;
 - The list of unit prices, initialed and filled legibly;
 - The estimated detail, dated and signed;
 - A price sub-detail for the price to be corrected.

NB 1: *The non-satisfaction of only one of the above criteria leads to the elimination of the evaluated offer.*

NB 2: *discounts are not permitted under this consultation.*

15.2. Essential Criteria

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include:

N°	Criteria	Number of points/100
I	Presentation of the offer	03
II	Bidder's references in the provision of similar service	15
III	Proposed methodology in compliance with the ToR	20
IV	Qualification and competence of experts	55
V	Turn over	01
VI	Logistic means	04
VII	Proofs of acceptance of the terms of the order letter	02

Only submissions that have obtained at least a technical score of more than **seventy (70) points out of 100** will be admitted to the financial analysis.

16. Consultant Selection Method

The consultant will be selected using the quality/cost-based selection method in accordance with the procedures described in this Request for Proposals document.

The respective weights assigned to the technical and financial proposals are:

- Weight of the technical proposal (T) = 70%;
- Weight of the financial proposal (F) = 30%.

The overall score (Ng) of a proposal is obtained by weighting the technical score (Nt) with the weight of the technical proposal (T) and the financial score (Nf) with the weight of the financial proposal (F) using the following formula: $Ng = (Nt \times T) + (Nf \times F)$

The proposal with the highest overall score (Ng) is ranked as the "most advantageous." The other proposals will be ranked in descending order based on their overall scores.

17. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the best evaluated offer by combination of technical and financial criteria.

18. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669/677 00 61 10 or write to the email address dsi@minmap.cm.

19. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for a period of ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

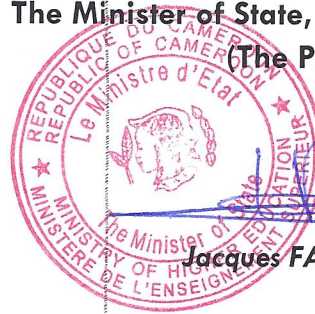
20. Further information

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Higher Education, Directorate of General Affairs, Equipment and Maintenance Department, door 1441, on the 14th floor of ministerial building No. 2, tel: 222 22 66 90, upon publication of this notice or online on the COLEPS or PRIDSOFT platforms at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, at least five (05) days before the date limit for submitting offers.

21. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

**The Minister of State, Minister of Higher Education
(The Project Owner)**



Jacques FAME NDONGO

Cc :

- MINMAP
- ARMP (JDM)
- Chairperson ITB- MINESUP (for information)
- Notice boardfile
- IPCAME-MINESUP(forrecords).